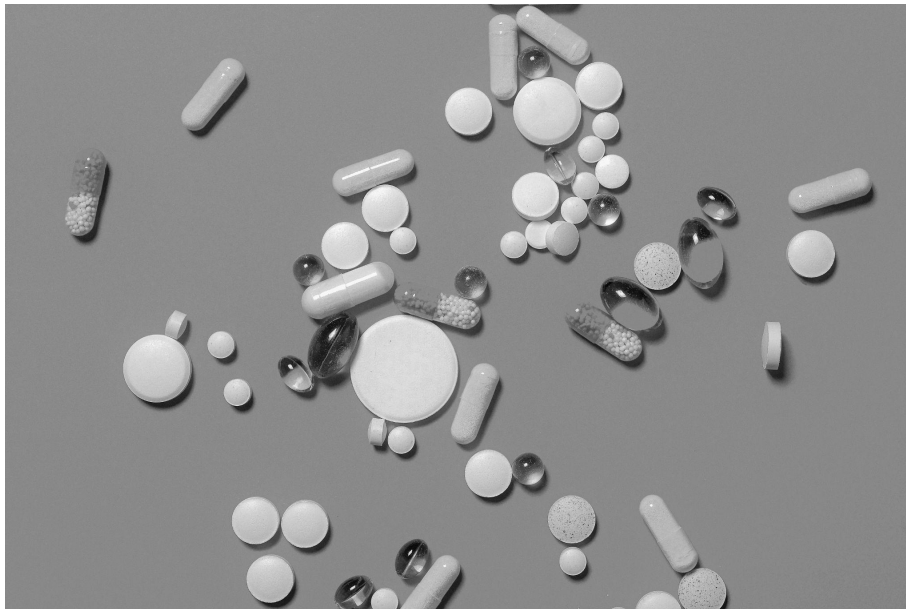


Les politiques en matière de drogues au Canada : vers la décriminalisation et la légalisation

Dialogue Science et Politiques (DSP)



RAPPORT

Le Dialogue Sciences et Politiques (DSP) est une organisation étudiante à but non lucratif qui vise à rassembler étudiant·e·s et leaders du gouvernement, de l'industrie, de la recherche, ainsi que la communauté pour un échange d'idées sur des problématiques scientifiques et politiques.

Citation

Les politiques en matière de drogues au Canada : vers la décriminalisation et la légalisation, Dialogue Sciences & Politiques, Montréal. Septembre 2022.

<https://www.sp-exchange.ca/reports>

Contribution au Café DSP

Farzaneh Barak¹, Saina Beitari², Gabrielle Brewer¹, Alice Bruneau², Meghomita Das³, Manel Ghribi³, Carmina Isidoro³, Soledad Miranda-Rottman², Moushumi Nath¹, Hadjara Sidibé^{1,2}, Sonja Soo^{1,3}, Cissy Suen², Momoko Ueda², Airi Watanabe³, Jan Xue^{1,2,3}, Yuan Chao Xue³.

¹Contribution au bulletin politique

²Modérateur ou modératrice à l'événement Café DSP

³Contribution au rapport

Tous et toutes ont contribué de manière égale à leurs sections respectives.

Remerciements

Le DSP est basé à Tiohtiá:ke / Montréal. À ce titre, nous voudrions commencer par reconnaître que la terre et l'eau sur lesquelles nous nous rassemblons sont le territoire traditionnel et non cédé des Kanien'keha:ka (Mohawk) - un lieu qui a longtemps servi de lieu de rencontre et d'échange entre Premières Nations, y compris les Kanien'kehá: ka de la Confédération Haudenosaunee (également appelée Confédération des Iroquois ou des Six Nations), Hurons / Wendat, Abénakis et Anishinaabeg. Nous offrons notre respect aux gardiens traditionnels de cette terre, les Kanien'keha:ka (Mohawk). À DSP, nous nous efforçons de soutenir les communautés étudiantes autochtones en leur offrant une plateforme permettant d'amplifier leurs voix, et faire pression pour qu'elles soient incluses dans des décisions fondées sur des données probantes au sein des politiques.

Nous souhaitons également remercier les participants et les panélistes au SPECafé pour leurs contributions réfléchies et leurs discussions intéressantes. Enfin, les auteurs tiennent à remercier l'équipe de direction de Dialogue Sciences & Politiques pour ses conseils et son encadrement tout au long de ce projet, ainsi que pour son rôle dans l'organisation de l'évènement.



SCIENCE & POLICY EXCHANGE

DIALOGUE SCIENCES & POLITIQUES

Résumé

Le 31 mars 2022, Dialogue Science et Politiques (DSP) a organisé un Café virtuel qui comprenait des tables rondes avec la communauté afin de 1) comprendre les lacunes actuelles des politiques en matière de drogues au Canada et 2) discuter des recommandations pour des politiques plus constructives en matière de drogues. Le Café comprenait également des présentations de deux expertes du sujet, Kira London-Nadeau et Sara Guzman, afin de leur permettre de partager leurs expériences et leurs opinions sur cette question. Ce rapport vise à synthétiser les points de vue des conférencières invitées et les discussions des tables rondes. Cet événement a permis de faire émerger les recommandations de politiques suivantes :

Principales recommandations politiques :

- 1** Apporter des perspectives plus variées à la table de prise de décision
 - Suivre les initiatives des personnes consommatrices de drogues dans la politique
 - Amplifier les voix des différents groupes socioculturels
 - Faire usage des résultats de la recherche scientifique

- 2** Se concentrer sur les approches de réduction des risques
 - Augmenter la disponibilité des sites de traitement, des espaces de consommation, des trousseaux d'antidote aux surdoses (naloxone)
 - Plaider pour un approvisionnement en médicaments sûrs dont la qualité peut être contrôlée et réglementée
 - Améliorer l'accès aux soins pour les personnes qui consomment des drogues, en particulier dans les communautés éloignées disposant de peu d'infrastructures
 - Augmenter l'aide au logement

- 3** Réduire la stigmatisation des personnes qui consomment des drogues
 - Sensibiliser le public à travers une approche fondée sur des données probantes et axée sur la réduction des risques, ainsi qu'aux effets des différentes drogues et politiques en la matière
 - Éviter d'utiliser un langage qui rend les personnes consommatrices responsables de la dépendance et reconnaître les systèmes sociohistoriques d'oppression qui créent les conditions de la dépendance
 - Réévaluer la façon dont nous conceptualisons les drogues et la toxicomanie (en blâmant la personne dépendante plutôt que la drogue ou le système)

- 4** Abandonner le modèle de lutte contre la drogue fondé sur la répression au profit d'une approche biopsychologique, sanitaire et fondée sur les droits humains
 - Décriminaliser la possession de drogues et effacer les casiers judiciaires

1. Introduction

Les politiques actuelles en matière de drogues au Canada adoptent une position déraisonnablement sévère à l'égard des infractions liées aux drogues illicites. La criminalisation des drogues au Canada touche de façon disproportionnée les groupes racisés et les communautés marginalisées. Les chaînes d'approvisionnement illicites non réglementées augmentent également les risques de contamination et de toxicité de ces substances, ce qui nuit davantage aux personnes qui consomment ces drogues. Conscient de ces problèmes, le gouvernement fédéral canadien a introduit des politiques plus inclusives ces dernières années, comme la légalisation (c'est-à-dire l'établissement d'un contrôle gouvernemental sur la drogue, y compris la gestion de la production et de l'approvisionnement) et la décriminalisation (c'est-à-dire la suppression des sanctions pénales pour l'usage personnel et la possession de drogues dont la production et la vente sont illégales) du cannabis en 2018.

Alors que les politiques canadiennes en matière de drogues commencent à s'orienter vers des approches inclusives et de réduction des risques, ce Café vise à comprendre les lacunes actuelles des politiques en matière de drogues au Canada et à discuter des recommandations pour des politiques plus constructives en la matière. Cet événement de SPE a été tenu le 31 mars 2022 sur le thème "Politiques en matière de drogues au Canada : vers la décriminalisation et la légalisation".

Nous y avons invité les conférencières Sara Guzman et Kira London-Nadeau. Sara Guzman est une chimiste de Santé Canada qui analyse les substances contrôlées et identifie les nouveaux composés psychoactifs. Kira London-Nadeau est une Boursière Vanier qui poursuit son doctorat à l'Université de Montréal en examinant les relations entre la consommation de cannabis et la santé mentale chez les jeunes de la diversité sexuelle et de genre.

2. Contexte actuel

La consommation de substances illicites est une question complexe pour de multiples raisons. Contrairement à la croyance populaire, les consommateurs et consommatrices de substances illégales tirent des avantages sanitaires, sociaux et personnels de leur consommation.

Le gouvernement canadien adopte actuellement une approche punitive pour lutter contre la consommation de drogues, au lieu de mettre en œuvre des stratégies fondées sur des preuves, comme le service de réduction des dommages. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas réussi à répondre aux besoins des personnes qui consomment ces drogues pour leurs effets bénéfiques sur la santé. Par exemple, la loi sur les drogues et les substances contrôlées (1996) a réglementé la production, l'importation/exportation, ainsi que la distribution et l'utilisation des substances contrôlées classées sous cette loi. La stratégie nationale antidrogue (2007 - 2016) a propulsé le Canada dans une "guerre contre les drogues", qui comprenait des politiques sévères pour les substances contrôlées, avec des durées d'emprisonnement prolongées pour la

possession et le trafic de substances de l'annexe 1 (par exemple, la cocaïne, la méthamphétamine).

En vertu de ces politiques, les peines pour possession illégale de substances contrôlées sont devenues disproportionnées par rapport aux crimes violents. Par exemple, la possession est passible d'amendes monétaires ou d'une peine de prison de 6 mois à 7 ans, alors que l'incendie criminel est d'une peine de 5 ans. En outre, ces peines peuvent créer des limitations, des vulnérabilités ou une précarité dans les systèmes structurels liés au logement, à l'emploi et/ou au traitement. Dans l'ensemble, ces problèmes exacerbent les problèmes socio-économiques systémiques pour les populations qui font face à des obstacles systémiques persistants.

Plus récemment, la perception de la consommation de drogues a évolué, passant d'une conception légale/criminelle de la consommation à une vision plus englobante, la considérant comme une question de santé publique. Ce changement de perspective a conduit à l'incorporation significative de politiques inclusives aux différents niveaux du gouvernement canadien. Il s'agit notamment de la Stratégie canadienne sur les drogues et les substances (2016), qui comprend une approche de réduction des méfaits, de prévention, de traitement et d'application de la loi comme ses quatre piliers-clés. La Colombie-Britannique s'oriente également vers la décriminalisation de certaines possessions de drogues pour usage personnel à partir de 2023 [1].

3. Avis des panélistes

Kira London-Nadeau

Les politiques actuelles en matière de drogues tentent d'interdire et de criminaliser la consommation de drogues, ce qui augmente les risques et la toxicité des drogues. Cela nuit à tout le monde, en particulier aux populations qui subissent des oppressions multiples. Elle entraîne également des interactions violentes avec la police et les forces de l'ordre, ce qui expose les personnes consommatrices de drogues à des risques accrus. En raison de la prohibition, les chaînes d'approvisionnement en drogues ne sont pas réglementées et entraînent une augmentation de la toxicité. Afin de développer des politiques de consommation de drogues qui soient réellement bénéfiques pour l'ensemble de la société, nous devons suivre les initiatives des personnes consommatrices de drogues dans la prise de décision tout en mettant en œuvre des politiques de réduction des risques et de fin de la prohibition.

Sara Guzman

Le scénario actuel de prohibition et de criminalisation de la consommation de drogues est similaire à l'histoire passée des politiques entourant la consommation d'alcool lorsque celle-ci était illégale. Tout comme les consommatrices et les consommateurs ont aujourd'hui accès à un

approvisionnement et à un achat sûrs d'alcool, la même politique et le même principe devraient être étendus aux drogues. En raison des lois non-réglées et prohibitives qui entourent la consommation de drogues, les personnes qui en font usage ne savent ni ce qu'elles consomment, ni les niveaux de dosage appropriés. L'accès à un approvisionnement sûr en drogues est indispensable. Le statu quo actuel a créé un environnement dans lequel le manque d'approvisionnement sûr augmente le risque de toxicité et de contamination croisée qui provoque des surdoses et des décès. Nos politiques devraient se concentrer sur la réduction des risques en préconisant un approvisionnement sûr en médicaments dont la qualité peut être contrôlée, afin de prévenir les surdoses et les décès parmi les personnes consommant des drogues.

4. Résumé des discussions de la table ronde

4.1 Obstacles à la dépénalisation et à la légalisation des drogues

Il y a encore beaucoup de désinformation, de peur et de stigmatisation autour des personnes qui consomment des drogues - non seulement perpétuées par la population générale, mais aussi par les forces de l'ordre, les spécialistes de la santé, du travail social, et par le monde politique. L'éducation est nécessaire pour réduire cette stigmatisation. Nous devons également changer la façon dont nous percevons les personnes qui en consomment. Il y a souvent une mauvaise utilisation et une cooptation du langage de la réduction des méfaits. Au lieu d'utiliser le terme "toxicité de la drogue", nous utilisons le terme "overdose" ou "surdose", qui fait porter la responsabilité et la faute sur l'utilisateur plutôt que sur le système ou la drogue elle-même. Les problèmes sociétaux que sont le racisme et les violences systémiques (tels que la violence policière et la violence médicale) sont également délétères vis-à-vis des personnes qui consomment des drogues. Les voix de différents groupes socioculturels doivent être entendues pour qu'un changement à grande échelle se produise. On n'accorde pas assez d'attention à la prévention et aux raisons qui amènent les personnes à consommer des drogues en premier lieu. Nous devons mieux comprendre pourquoi les usagères et usagers gravitent vers des drogues telles que l'héroïne et les opioïdes plutôt que vers d'autres drogues pour comprendre et traiter le problème. Enfin, il y a un manque de volonté politique pour décriminaliser et légaliser les drogues. Les politiciens peuvent hésiter à prendre position sur des politiques de lutte contre la drogue qui ne sont pas populaires auprès du public et peuvent même rejeter la faute sur certaines communautés.

Bien que les politiques en matière de drogues et notre attitude à l'égard des drogues et de la dépendance n'aient pas beaucoup changé au cours des dernières décennies, notre société est en train d'évoluer vers l'acceptation des stratégies de réduction des risques. Ces stratégies étaient autrefois considérées comme "favorisant" les consommatrices et consommateurs de drogues, mais de plus en plus de personnes et d'organisations fondent aujourd'hui leur jugement sur des recherches qui montrent les avantages de telles stratégies.

4.2 Changements de politiques nécessaires pour permettre la décriminalisation et la légalisation

Des changements nécessaires de politique ont été identifiés comme suit : éducation, changements dans le système de santé, une perspective davantage biopsychologique, une réflexion sur le système pénal en général et sur le rôle du racisme. Enfin, les personnes présentes issues du milieu académique ont souligné la nécessité de faire usage des résultats issus de la recherche scientifique. "Cependant, ce n'est pas une raison pour ne pas décriminaliser, c'est plutôt un point à continuer à surveiller".

4.3 Effet de la décriminalisation et de la légalisation des drogues sur les autres politiques

La discussion s'est centrée sur les avantages de la décriminalisation et sur l'apparente dichotomie entre agir maintenant ou attendre de plus amples recherches. En plus de sauver des vies, un approvisionnement en drogues réglementé et accessible produirait un bien public plus large, réduisant la criminalité, la consommation de drogues à haut risque chez les jeunes et le fardeau économique, renforçant ainsi notre avenir commun en Colombie-Britannique [2].

Les politiques qui peuvent être affectées par la décriminalisation et la légalisation des drogues comprennent les politiques relatives au trafic (comme le seuil de quantité en possession pour les accusations criminelles) et les politiques de santé (disponibilité de drogues plus sûres, de sites de traitement et de trousse de surdose). Nous pourrions nous éloigner des approches fondées sur la punition et nous orienter vers une augmentation de la disponibilité et des types d'espaces de consommation, un accès immédiat aux cliniques de désintoxication et de traitement et un meilleur soutien au logement.

On a cité en exemple le projet de loi C-216, la Loi sur l'approche sanitaire de la toxicomanie [3] qui, s'il avait été adopté, aurait entraîné des répercussions sur de nombreuses autres politiques en matière de drogues au Canada. Le projet de loi visait à 1) abroger une disposition qui fait de la possession de certaines substances une infraction ; 2) établir une procédure de radiation de certaines condamnations liées à la drogue ; et 3) exiger du ministre de la Santé qu'il élabore une stratégie nationale pour s'attaquer aux dommages causés par la consommation problématique de substances. Le projet de loi C-216 a été présenté devant le Parlement par le député Gord Johns, mais a été rejeté à la Chambre des communes en juin 2022.

4.4 Mise en œuvre et harmonisation des politiques à différents niveaux de gouvernement

Pour mettre en œuvre des politiques de lutte contre la drogue dans le contexte canadien, il est nécessaire d'utiliser des approches à différents niveaux de gouvernement dans une perspective

axée sur les usagers et usagères de drogues, puisque ce sont elles qui connaissent les problèmes liés à la consommation de drogues et ses conséquences. En raison de leur expérience, les personnes qui consomment des drogues devraient être impliquées dans chaque étape du processus afin de mettre en œuvre des changements significatifs à tous les niveaux de gouvernement. L'oppression des personnes qui consomment des drogues est un obstacle qui doit être surmonté pour aborder le problème avec une solution appropriée.

En général, les politiques à mettre en œuvre doivent combiner des approches de décriminalisation et de légalisation des drogues d'un point de vue social et politique. L'effacement des casiers judiciaires, une question qui se pose tant au niveau national que local, est une étape essentielle pour améliorer la situation des consommatrices et consommateurs. Actuellement, le fait d'avoir un casier judiciaire constitue un obstacle à des changements de vie importants, car il peut empêcher les gens de trouver un emploi et renforcer le cycle de la consommation de drogues. En bref, le modèle de guerre contre les drogues doit être abandonné, et nous devons travailler aux côtés des populations touchées par les drogues plutôt que contre elles. Une autre question cruciale est la nécessité d'améliorer considérablement l'accès aux soins pour les personnes qui consomment des drogues - en particulier dans les communautés éloignées ou celles dont l'infrastructure est déficiente. À Terre-Neuve, les "centres de désintoxication" prennent en charge les personnes pendant un maximum de 7 jours avant de les renvoyer chez elles. Ce modèle n'est ni suffisant, ni utile. Pour avoir accès à un traitement plus long, les personnes doivent être orientées vers des médecins, ce qui est déjà difficile à obtenir. De plus, comme Terre-Neuve ne dispose pas d'une infrastructure adaptée, les personnes peuvent être envoyées dans d'autres provinces, ce qui les éloigne de leurs systèmes de soutien, notamment leurs familles, amis et communautés. Par conséquent, les difficultés d'accès aux soins sont aggravées par le coût du processus et la lenteur de sa mise en œuvre.

Pour harmoniser les politiques potentielles, une synergie des réglementations entre et à travers les différents niveaux de gouvernement est nécessaire. Aux niveaux national et local, il doit y avoir un appel à l'action pour modifier les lois sur la possession de drogue pour le logement et les voyages, éduquer le public sur les drogues afin de changer la stigmatisation et la culture environnantes, et discuter des résultats des personnes qui ont eu des problèmes avec le système judiciaire à cause de la consommation de drogue. Ces politiques doivent être menées par les personnes qui consomment des drogues pour créer un changement significatif et favorable pour les personnes les plus touchées par le problème.

4.5 Ramifications internationales de la dépénalisation et de la légalisation des drogues

La dépénalisation et la légalisation des drogues auront un impact largement positif sur la réduction du commerce illicite de drogues et conduiront à un accès plus équitable et plus sûr à un approvisionnement mondial en drogues. Cela pourrait conduire à un système de solidarité internationale pour l'approvisionnement en médicaments. Des groupes d'activisme

internationaux comme PANDA (Pan-American Network of Drug-User Activists) et INPUD (International Network of People who use Drugs) jouent un rôle déterminant pour faire entendre la nécessité d'un changement contre les politiques mondiales oppressives de consommation de drogues et l'abolition de la prohibition des drogues qui nuit à la société.

Les politiques de dépénalisation contribueront également à réglementer et à contrôler la qualité du marché de la drogue ainsi qu'à fournir un accès à des médicaments sûrs en créant des normes de qualité. De plus, avoir une alliance mondiale de solidarité pour la consommation de drogues peut résoudre les problèmes actuels de trafic de drogue. Les lois de dépénalisation pourraient lancer des programmes éducatifs mondiaux sur l'utilisation sûre des drogues et promouvoir des collaborations de recherche transfrontalières pour étudier les effets de différentes familles de drogues. Avoir une plate-forme mondiale qui légalise la consommation de drogues peut entraîner des changements dans les politiques internationales telles que la consommation de drogues à des fins non médicales, la mise à jour des listes de substances illégales utilisées pour le dépistage des drogues par les sports/industries et la réglementation des voyages avec de la drogue.

Les lois et politiques actuelles qui mettent en évidence les efforts de décriminalisation de la consommation de drogues au Canada peuvent être utilisées comme une étude de cas mondiale où nous pouvons étudier l'effet de la décriminalisation et de la légalisation sur les sociétés. Les conclusions tirées de cette étude de cas peuvent être utilisées pour guider la mise en œuvre des politiques mondiales de dépénalisation de la consommation de drogues et aider à faire évoluer l'attitude actuelle de « guerre contre la drogue » vers des efforts de légalisation mondiaux plus compatissants, inclusifs et axés sur la réduction des méfaits.

5. References

[1] "B.C. receives exemption to decriminalize possession of some illegal drugs for personal use". Government of B.C. <https://news.gov.bc.ca/releases/2022MMHA0029-000850>. 2022.

<https://csuch.ca/resources/national/>. 2017.

[2] "We Could Change BC's Drug Policies and Save Six Lives Today". Karen Ward.

<https://thetyee.ca/Opinion/2021/06/10/We-Could-Change-BC-Drug-Policy-Save-Six-Lives-Today/>. 2021.

[3] "BILL C-216. An Act to amend the Controlled Drugs and Substances Act and to enact the Expungement of Certain Drug-related Convictions Act and the National Strategy on Substance Use Act. First Reading, DECEMBER 15, 2021".

<https://www.parl.ca/DocumentViewer/en/44-1/bill/C-216/first-reading>. 2021.

Ressources

1. Canadian Drug Policy Coalition: <https://www.drugpolicy.ca/>
2. Canadian Students for Sensible Drug Policy (CSSDP): <https://cssdp.org/>
3. Drug User Liberation Front (DULF): <https://opencollective.com/dulf>
4. International Network of People who use Drugs (INPUD): <https://inpud.net/>
5. Moms Stop The Harm: <https://www.momsstoptheharm.com/>
6. Pan-American Network of Drug-User Activists (PANDA):
<https://filtermag.org/panda-pan-american-drug-user-alliance/amp/>
7. VoxCann: <https://www.voxcann.org/>

Annexes

Biographies des panélistes

Kira London-Nadeau (elle) est passionnée par l'idée de relier la recherche, les politiques et les organisations participatives afin de faire progresser une politique et une éducation adaptées en matière de drogues. Elle poursuit actuellement son doctorat en tant que boursière Vanier à l'Université de Montréal, examinant les relations entre la consommation de cannabis et la santé mentale chez les jeunes personnes issues de la diversité sexuelle et de genre. Kira préside le conseil d'administration national du réseau Canadian Students for Sensible Drug Policy (CSSDP) depuis septembre 2018 et s'implique localement à Montréal avec le CSSDP Tiohtià:ke/Montréal et VoxCann, une initiative bilingue d'éducation au cannabis pour les jeunes, qu'elle a cofondée en 2018.

Sara Guzman travaille actuellement à Santé Canada en tant que chimiste, analysant des substances contrôlées et de nouveaux composés psychoactifs. Elle est passionnée par le suivi des réactions et prévoit poursuivre des études supérieures en chimie organique cet automne. Avant de se joindre à Santé Canada, elle a été l'une des premières techniciennes en vérification des médicaments au British Columbia Centre on Substance Use (BCCSU) dans le cadre du projet-pilote de vérification des médicaments, qui s'est maintenant étendu à toute la Colombie-Britannique.